

«Les Suisses ne maîtrisent pas assez bien les langues»

Le Temps, 9.10.2014

Questions à



KEYSTONE

Alain Ribaux

Conseiller d'Etat neuchâtelois et président de la Conférence des gouvernements de Suisse occidentale (CGSO)

Aucun canton ne devrait abandonner l'enseignement du français, de l'italien ou de l'allemand au profit de l'anglais. Les écoles primaires du pays doivent ensei-

igner une seconde langue nationale, a martelé mercredi la CGSO. Le groupement, qui réunit les exécutifs des cantons de Berne, de Fribourg, de Vaud, de Genève, du Valais, de Neuchâtel et du Jura – représentant 40% de la population suisse –, veut maintenir la pression alors que certains cantons alémaniques ont l'intention d'abandonner l'apprentissage du français en primaire. La CGSO rappelle «la force, l'importance et la richesse des langues nationales. Elle soutient leur apprentissage à l'école primaire [...], au nom de la cohésion nationale et de la présence internationale» de la Suisse. Les explications d'Alain Ribaux, conseiller d'Etat neuchâtelois et président de la CGSO.

Le Temps: Pourquoi avoir publié ce plaidoyer en faveur des langues nationales ce mercredi?

Alain Ribaux: Le débat est chaud. Nous voulions nous manifester pour influencer les discussions. Ce vendredi, la Commission de l'éducation du National va traiter de la question de l'enseignement des langues à l'école primaire. A la fin du mois, la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique devrait également se prononcer.

– Réclamez-vous une intervention fédérale?

– Nous préférons que les cantons trouvent une solution par eux-mêmes. La paix confédérale est primordiale. Avec notre prise de position, nous entendons simple-

ment rappeler quel est notre devoir et inviter les cantons à le respecter. A titre personnel, je m'oppose à une intervention fédérale, même si certains cantons suppriment le français en primaire.

– Vous donnez la priorité à l'enseignement du français. Souhaitez-vous néanmoins que les écoles continuent à enseigner une seconde langue étrangère en primaire, comme le veut le compromis de 2001?

– La CGSO n'a pas pris position sur cette question. Les sept cantons que nous représentons se sont mis d'accord sur un point: la priorité aux langues nationales. Faut-il également enseigner l'anglais en primaire? C'est une question

individuelle. Je suis pour le maintien du compromis de 2001, mais je comprends ses détracteurs, qui estiment que cela fait trop de matières dans le cursus. Pour soulager les élèves et pour être plus efficace, l'acquisition des langues devrait se faire par immersion. Les cours de gym par exemple pourraient être donnés dans la langue étrangère.

– Dans votre communiqué, vous écrivez que «miser d'abord sur l'anglais appauvrirait l'esprit créatif, multilatéral et ouvert de la Suisse». Pourquoi?

– Ce n'est pas l'anglais en lui-même qui «appauvrirait l'esprit créatif». Ce passage peut être mal compris. C'est renoncer à l'apprentissage des différentes langues

nationales, à ces vecteurs de la cohésion, qui affaiblirait le pays.

– Selon Fathi Derder, conseiller national PLR, et Patrick Aebischer, président de l'EPFL – qui souhaitent donner la priorité à l'anglais –, les Suisses sont mauvais dans la langue de Shakespeare. Partagez-vous cet avis?

– Oui. Mais c'est également vrai en allemand. Les Suisses ne maîtrisent pas assez bien les langues, de manière générale. Les résultats du système scolaire actuel sont décevants et c'est très bien que nous ayons ce débat sur les langues. Je pense que nous devrions développer les classes bilingues, comme Fribourg en propose dès le plus jeune âge. **Propos recueillis par Sandrine Hochstrasser ZURICH**